

CERCLE AGÉNOR

*Le cercle centriste
de réflexion et de propositions
sur les enjeux internationaux*

SEPTEMBRE 2016

Aux origines du Cercle Agénor

par Pierre-André Hervé et Antoine Alhéritière, page 2

La diplomatie n'est pas une affaire étrangère !

par Thomas Friang, page 6

Le Centre à l'épreuve de la guerre (1914 - 2016)

par Pierre-André Hervé et Antoine Alhéritière, page 9

Entretien avec Denis Badré : le sillon et l'étoile

propos recueillis par Mathieu Baudier, page 20

Plongée dans la complexité irakienne

par Pierre-André Hervé, page 28



AUX ORIGINES DU CERCLE AGÉNOR, CERCLE CENTRISTE DE RÉFLEXION ET DE PROPOSITIONS SUR LES ENJEUX INTERNATIONAUX

par Pierre-André Hervé et Antoine Alhéritière

ESPRIT DU PROJET

Notre constat : les représentants du courant centriste en France sont peu audibles sur les questions internationales

Le projet d'un cercle centriste de réflexion et de propositions sur les enjeux internationaux est né d'un constat de faiblesse. Les crises (Ukraine, Proche-Orient, Syrie, Yémen, Libye, etc.) et les enjeux globaux (terrorisme, migrations, climat, droits de l'homme, négociations commerciales, guerre des monnaies, etc.) sont souvent au coeur de l'actualité et les choix de politique étrangère au centre du débat démocratique. Devant l'évolution rapide et désordonnée des événements internationaux, le citoyen attend des différentes formations politiques qu'elles fassent preuve de lucidité et proposent des réponses efficaces et durables. Pourtant, rares sont les responsables politiques capables de produire une vision du monde claire, cohérente, audacieuse aussi, intégrant le long terme surtout, et d'apporter des solutions crédibles aux problèmes internationaux. Le Centre, malheureusement, n'est pas épargné. Connus pour son langage fort sur de nombreux sujets de politique intérieure - gestion des comptes publics, réforme des institutions, moralisation de la vie publique, enjeux scolaires, etc. - il doit aussi porter un discours solide sur les questions internationales.

Notre ambition : proposer une lecture centriste des enjeux globaux et contribuer à l'élaboration d'une politique étrangère spécifiquement centriste

Les principes fondateurs du Centre trouvent un écho dans le débat sur les questions internationales : la promotion de la démocratie, des libertés individuelles et de l'Etat de droit ; l'humanisme et l'héritage démocrate-chrétien ; la recherche d'une troisième voie entre les abus de l'Etat et les excès du marché ; le soutien à l'intégration européenne et à l'affirmation d'un « modèle européen » dans la mondialisation ; l'attachement au multilatéralisme et au dialogue des nations ; la place donnée à la société civile, etc. A travers l'histoire, la famille centriste a participé à l'élaboration de la politique étrangère de la France, incarnant avec plus ou moins de constance ces principes. Elle a fait évoluer ses positions, laissant apparaître des nuances : rôle clef du Mouvement républicain populaire (MRP) dans le lancement de la construction européenne (déclaration Schuman en 1950 ; soutien à la Communauté européenne de défense (CED) en 1954) ; positionnement atlantiste pendant la Guerre froide ; défense d'une ligne gaulliste d'indépendance lors de la guerre d'Irak (2003) et du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN (2009), etc.

L'objet du cercle est d'abord de dessiner les contours d'une politique étrangère spécifiquement centriste, en prenant en compte l'héritage laissé par l'histoire du Centre, en essayant d'en tirer les tendances lourdes et d'en comprendre les ruptures et les nuances. Il s'agit, ensuite, appuyé sur cet héritage bien compris, de contribuer à la réflexion sur les enjeux internationaux contemporains afin d'aider à l'élaboration d'une telle politique étrangère.

Notre méthode : réunir les compétences et créer un débat par la production d'analyses et de propositions

La démocratie, au cœur du projet centriste, commence par la prise en compte de la parole du citoyen dans l'élaboration de la politique. Cela vaut aussi pour les structures partisanes, à plus forte raison centristes, qui

animent la démocratie. Or la famille centriste regorge de militants plein de talents, y compris en matière internationale, dont la compétence ne demande qu'à être mobilisée ! Le Cercle Agénor réunit ainsi régulièrement un groupe de militants formés aux questions internationales, bien insérés dans les réseaux académiques, institutionnels, économiques et associatifs, en France et à l'étranger, pour réfléchir à la marche du monde, produire des analyses et élaborer, en fonction, des propositions politiques. Il souhaite participer, par ses publications et d'autres moyens à imaginer, à l'animation d'un débat au sein de la famille centriste et aider les responsables de cette dernière à produire une vision du monde crédible et audacieuse.

PREMIERS TRAVAUX

Le Cercle Agénor a débuté ses activités il y a déjà plusieurs mois, dans la discrétion. Il est maintenant temps qu'il s'ouvre au monde ! C'est donc avec une certaine impatience et beaucoup de joie que ses membres livrent ici à votre lecture leurs premiers travaux. Vous trouverez dans cette lettre d'information inaugurale du Cercle Agénor quatre articles différents mais qui relèvent d'une démarche précise, faisant écho au projet-même du cercle : une tribune sur la diplomatie publique, promouvant l'implication du citoyen dans l'élaboration de la politique étrangère ; un article de recherche historique sur le Centre face au phénomène de la guerre, permettant d'interroger l'héritage centriste en matière internationale ; un entretien avec un responsable centriste engagé au service de l'Europe, notre perspective diplomatique, et, enfin, une enquête de terrain sur la crise irakienne, rappelant qu'une politique étrangère ne peut être efficace que si elle prend en compte les situations internationales concrètes.

Le débat est désormais ouvert !

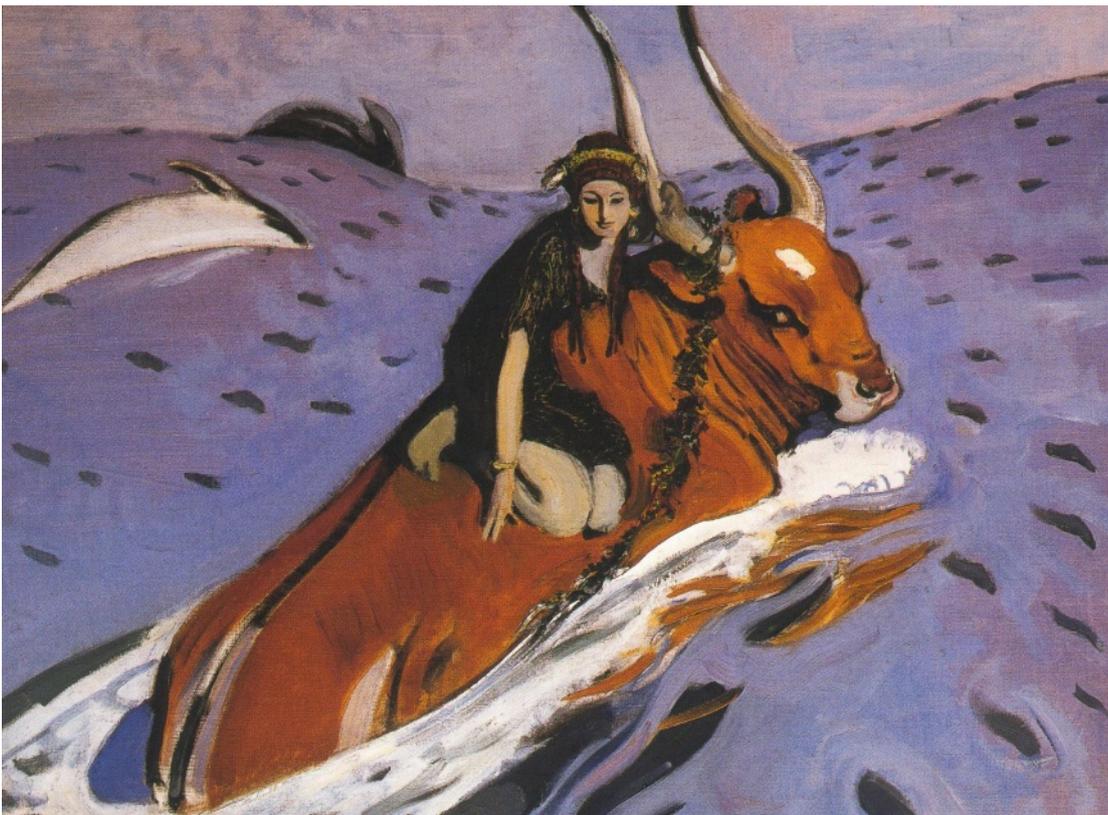
AGÉNOR, FILS DE POSÉIDON, PÈRE D'EUROPE

Personnage de la mythologie grecque, Agénor était un roi phénicien de la ville de Tyr, fils de Poséidon et de Libye, et père de la princesse Europe. Il symbolise la démarche du Cercle : recul historique, prisme européen, ouverture au voisinage méditerranéen et oriental.



L'illustration de couverture, représentant la princesse Europe, provient du vase grec conservé au musée du Louvre à Paris, qui a inspiré les nouveaux billets euros. Explication dans cette vidéo en français de la Banque Centrale Européenne :

<https://www.youtube.com/watch?v=awgADXlrpX8>



Europe et le taureau, Valentin Serov (Russie, 1910)

LA DIPLOMATIE N'EST PAS UNE AFFAIRE ÉTRANGÈRE

Le ministère des Affaires de moins en moins étrangères !
par Thomas Friang

Lors d'une élection présidentielle, les Français recherchent spontanément un homme d'État capable d'incarner la France sur la scène internationale ; pour autant, minoritaires sont ceux qui s'intéressent au programme de politique extérieure d'un impétrant à la magistrature suprême pour en juger la candidature.

Il s'agit là d'un paradoxe que l'on doit interroger. Nous savons que les événements diplomatiques feront l'histoire à défaut de faire les gros titres ; malgré cela, l'actualité quotidienne délaisse l'analyse géopolitique. Rares sont les moments de mise en perspective géographique ou historique. C'est une carence importante à l'heure de la globalisation : peut-on imaginer, aujourd'hui, un citoyen se faire une opinion politique sans intégrer, dans son raisonnement, une compréhension fine des phénomènes transnationaux ? La réponse est clairement non. L'institut Open Diplomacy a mis en exergue, lors d'une étude conduite avec OpinionWay en 2013, que ce risque de confusion amène 52 % des Français à estimer que « la politique n'a plus de sens à l'heure de la mondialisation » ; 72 % attendent que même la politique prenne la forme de nouveaux mouvements citoyens transnationaux. Cette nouvelle forme de citoyenneté a une conséquence immédiate : la diplomatie n'est plus une « affaire étrangère », mais le prolongement de toute politique publique. La nouvelle mode veut que tout nouveau ministre des Affaires étrangères soit un ancien chef du gouvernement car il faut cette stature pour diriger les ambassades. Le corollaire administratif est visible dans tous les ministères et les collectivités territoriales : l'action publique a

constamment besoin d'être accompagnée par une direction des affaires internationales et européennes.

UNE NOUVELLE FORME DE CITOYENNETÉ

La COP21, qui s'est déroulée à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015, est un cas d'école de ce nouveau rapport du citoyen à l'international. L'institut Open Diplomacy a mesuré, dans une étude conduite avec OpinionWay en novembre 2015, que la lutte contre le changement climatique était une urgence absolue pour 28 % des Français et que 41 % d'entre eux exigeaient plus d'attention des responsables politiques face à ce problème. Avec l'opinion au rendez-vous des accords de Paris, nous tenons un exemple de politique publique qui relie directement les 36 000 maires français au ministre des Affaires étrangères : des communes aux ambassades, la lutte contre le changement climatique est un sujet sans discontinuité, qui s'installe à tous les échelons de l'action administrative.

LA DIPLOMATIE PUBLIQUE

Les Nations unies l'ont compris depuis longtemps, instaurant les « groupes majeurs » de consultation de la société civile, ces points de connexion par lesquels la conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique, dite COP, interagit avec les organisations non gouvernementales, les entreprises, les organismes de jeunesse, etc. La diplomatie moderne n'est donc pas une diplomatie restreinte aux corridors des chancelleries, mais est ouverte sur la société : on parle de « diplomatie publique » pour caractériser cette politique étrangère qui réunit autant de chefs d'entreprise que d'ambassadeurs, autant de citoyens que de délégués, autant de militants que de négociateurs lors d'une grande conférence internationale. Avec la *Conference of Youth* et le *Climate and Business Summit*, Paris Climat 2015 a été à la pointe de cette diplomatie inclusive malgré les événements tragiques du 13 novembre. La diplomatie française a montré tout son

savoir-faire en arrachant un accord international universel et ambitieux, mais aussi en excellant dans l'exercice de la diplomatie publique.

Comme ses grands homologues internationaux, le ministère des Affaires étrangères s'engage dans la recherche de tous les contacts possibles avec la société civile. Cela était déjà visible lors de la présidence française du G20 qui a vu naître, en 2011, de nombreux espaces de consultation avec le patronat (*Business20* ou B20), les syndicats (*Labor20* ou L20) ou la jeunesse (*Youth20* ou Y20).

Au quotidien, cela se traduit par une nouvelle façon de structurer le ministère des Affaires étrangères : un Quai d'Orsay qui fait littéralement portes ouvertes (lors de la Semaine des ambassadeurs notamment), un porte-parolat qui sort des conférences de presse pour aller directement à la rencontre du public, des ambassadeurs, non plus seulement « de France », mais aussi « des régions de France », des élus des Français de l'étranger directement en lien avec les services consulaires et une diplomatie économique organisée autour des grands champions industriels... Tout comme il s'étend sur l'Internet par la diplomatie digitale, l'appareil international de l'Etat se déploie pour être un « prolongement de la politique par d'autres moyens », pour paraphraser Clausewitz.

De cette continuité entre la politique intérieure et la politique extérieure naît un besoin : en plus d'avoir une formation initiale ouverte sur le monde, par l'apprentissage des langues comme des humanités, les Français ont besoin de renforcer l'exercice de leur citoyenneté grâce à l'éducation populaire sur les enjeux internationaux. Il est vital de permettre à chacun de s'approprier les affaires étrangères au XXIe siècle : aujourd'hui, lorsque l'on vote pour son futur président de la République comme pour ses conseillers régionaux, il faut avoir une « certaine idée de la France », ce qui suppose d'avoir une petite idée du monde qui l'entoure. L'école de la République, comme tous les acteurs qui aiguisent l'esprit critique de nos concitoyens, se doit donc de repousser la frontière de ses réflexions. Par chance, l'universalisme est l'une des caractéristiques notoires du *mindset* français.*

* Cet article est également publié dans le numéro 62, daté de juillet 2016, de la revue *France Forum*, publiée par l'Institut Jean Lecanuet.

LE CENTRE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE 1914 - 2016

par Pierre-André Hervé et Antoine Alhéritière

Le surgissement de la guerre, dans tout ce qu'il représente pour un Etat, dont il menace parfois la survie, et pour un peuple, qu'il engage dans sa chair et son sang, est sans doute le moment où les idéologies, les principes et les valeurs qui fondent les partis politiques sont questionnées avec le plus de vigueur. Face à la guerre, chaque famille politique est sommée de prendre position, entre respect de la solidarité nationale et affirmation de valeurs propres (le nationalisme, le pacifisme, etc.). A la mesure de son importance dans l'opinion et au gouvernement, chaque parti, voire chaque personnalité politique - on pense, en particulier, au Général de Gaulle - a aussi plus ou moins d'influence sur la décision de l'engagement militaire et sur la façon dont le pays se comporte face à la guerre.

Siècle guerrier, le XXème siècle, a offert aux différents partis qui composent la classe politique française de nombreuses occasions d'orienter la politique étrangère et de défense de la France et de s'affronter sur le bien-fondé des engagements militaires français. La famille centriste ne fut pas étrangère à ces débats, elle y mit même tout son poids, qu'elle ait été partie prenante de l'exécutif ou dans l'opposition. Face au surgissement de la guerre, fut-elle fidèle aux principes qui la fondent ? Affirma-t-elle avec constance une ligne politique originale ? Fut-elle au contraire, plus suiveuse qu'initiatrice ? Et quel rôle joua-t-elle dans la décision d'engager les forces armées ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous sommes revenus sur trois périodes historiques, marquées par l'engagement de la France dans plusieurs aventures militaires : un premier chapitre qui s'ouvre avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale et se referme avec la fin de la Seconde, un deuxième moment fort caractérisé par la décolonisation et les différents conflits et crises politico-militaires qu'elle a occasionnés, et finalement la période contemporaine, débutée par la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, marquée par une multiplication des opérations extérieures françaises. Ce séquençage néglige volontairement trois décennies (1962-1989), qui se désolidarisent du siècle guerrier que fut le XX^{ème} siècle pour la France par une rareté des engagements militaires français. Réconciliée avec l'Allemagne et débarrassée du boulet colonial, la France adopte, en outre, à ce moment, une position d'indépendance dans la Guerre froide qui lui interdit de s'engager directement aux côtés de l'un ou l'autre des deux blocs dans les guerres qu'ils se livrent par procuration (Vietnam, Afghanistan, etc.). On notera que ces trois décennies incluent le mandat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing, unique Président centriste de la V^{ème} République, dont le seul fait d'armes significatif fut l'envoi des troupes parachutistes du 2^{ème} REP à Kolwezi, au Zaïre, pour libérer 3 000 Européens pris en otage par des rebelles opposés au gouvernement zaïrois et éliminer la menace qui pesait sur ce pays (« Opération Léopard »).

D'UNE GUERRE MONDIALE À L'AUTRE, LES CENTRISTES ENTRE PATRIOTISME ET PACIFISME (1914-1944)

Lieu de rencontre des Républicains modérés, le Centre a produit plusieurs des figures politiques françaises majeures de la Première Guerre mondiale et de l'Entre-deux-Guerres. Les deux plus significatives sont sans aucun doute Raymond Poincaré et Aristide Briand, qui ont gouverné la France entre 1909 et 1929. Venus l'un de la Droite, l'autre de la Gauche, ils se sont illustrés par une pratique centriste du pouvoir, faite d'esprit de modération et de rassemblement. En 1914, ils sont les initiateurs de l'Union Sacrée qui permet le rassemblement des forces politiques françaises face à l'épreuve de la guerre. Au lendemain du conflit, si leurs

trajectoires politiques se croisent à nouveau, leurs visions de la relation avec l'Allemagne divergent sensiblement. Alors que Poincaré, Président du Conseil entre 1922 et 1924, fait preuve de fermeté et décide l'invasion de la Ruhr, Briand, alternativement Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères entre 1921 et 1932, s'illustre par ses positions pacifistes et incarne le rapprochement franco-allemand. Prix Nobel de la Paix en 1926 aux côtés du ministre des Affaires étrangères allemand Gustav Stresemann, en reconnaissance de leurs efforts conjoints en faveur de l'établissement d'une paix durable, il est aussi le coauteur, en 1928, du Pacte Briand-Kellogg qui met la guerre « hors la loi ».

Entre ces deux mastodontes, Marc Sangnier est une figure centriste singulière, représentant d'un courant beaucoup plus minoritaire mais ô combien lucide et visionnaire s'agissant des questions de guerre et de paix. Animateur du journal philosophique *Le Sillon*, qui promeut un christianisme démocratique et social, il est, au début du siècle, un promoteur enthousiaste de la réconciliation entre la République et l'Eglise catholique, dans le sillage du pape Léon XIII. Alors que la guerre éclate en 1914, il assume pleinement son devoir et sert pendant dix-huit mois sur le front en tant qu'officier, avec un courage qui lui vaut d'être récompensé de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur. De retour du front, dans la continuité de son engagement pour la réconciliation de l'Eglise et de l'Etat, il devient, à la tête de son mouvement Jeune République (JR), une autre incarnation du pacifisme français. Dans les années 1920, dans un climat de franche hostilité à l'égard de l'Allemagne, il perd toute ambition politique mais pas la foi dans son combat. La JR organise des Congrès internationaux de la Paix, qui réunissent plusieurs milliers de jeunes Français et Allemands, dont Pierre Mendès-France, tandis que Marc Sangnier lance en France les premières auberges de jeunesse, sur le modèle allemand.

Pendant les années 20 et, plus encore, pendant les années 30, alors que les bruits de bottes se font chaque jour plus audibles, plusieurs revues voient le jour qui exposent, dans le sillage de Marc Sangnier, le point de vue des démocrates d'inspiration chrétienne sur la marche du monde. *La Vie catholique*, puis *L'Aube*, *Esprit*, *L'Eveil des peuples*, *Sept et Temps*

Présent ouvrent leurs colonnes à une génération d'intellectuels mus par une même ambition de synthèse entre les valeurs de la démocratie et celles du christianisme. Marc Sangnier, Francisque Gay, Emmanuel Mounier ou encore Georges Bidault sont alors les leaders de ce mouvement d'édition et d'opinion, qui prend position sur les enjeux internationaux. La guerre d'Espagne et la montée des autoritarismes à travers l'Europe sont ainsi l'occasion pour plusieurs représentants de ce courant, tels Marc Sangnier, Georges Bidault et Jean Raymond-Laurent, de s'illustrer par leur opposition sans équivoque à Hitler et Franco.

La débâcle militaire et morale de 1940 n'épargne évidemment par les personnalités centristes françaises mais force est de constater que plusieurs d'entre elles ont fait preuve d'une vigueur morale rare. Les parlementaires du parti Jeune République de Sangnier sont les seuls à voter unanimement contre les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain tandis que nombre des contributeurs des revues citées plus haut s'engagent rapidement dans les rangs de la Résistance. Marc Sangnier, encore lui, accueille les locaux d'impression de deux revues clandestines, Défense de la France et Témoignage chrétien. Maurice Schumann devient, depuis Londres, la voix de la France Libre. Georges Bidault, cadre du mouvement de résistance intérieure Combat, prend la succession de Jean Moulin à la tête du Conseil National de la Résistance (CNR). Sans être centriste, De Gaulle lui-même fut avant-guerre un collaborateur de L'Aube et un lecteur de Sept. En 1944, autour de Georges Bidault et du CNR, les résistants démocrates chrétiens participent à la préparation de l'après-guerre. En novembre 1944, ils lancent un grand parti, le Mouvement Républicain Populaire (MRP), avec l'ambition de dépasser le clivage droite-gauche et celui de la « fidélité » au Général De Gaulle. Placé sous l'autorité morale de Marc Sangnier, Président d'honneur, il sera l'un des partis dominants de la vie politique française sous la IV^e République, incarnant, à travers la figure de Robert Schuman, la réconciliation franco-allemande et la construction européenne.

LES CENTRISTES FACE AUX GUERRES DE DÉCOLONISATION (1944-1967) : ACTEURS MAIS DIVISÉS

De 1944 à 1967, pendant deux décennies marquées par la Libération, les guerres de décolonisation, le changement de République et l'apogée du gaullisme, le Centre est représenté par deux grands courants : celui des résistants démocrates-chrétiens, réunis au sein du MRP, et celui des résistants radicaux, parmi eux Pierre Mendès-France.

A partir de 1945, la victoire des Alliés apporte la paix en Europe. Mais la France, elle, replonge dans une nouvelle ère de conflits dans ses colonies, mue par une ultime tentative de préserver son empire. Unis dans un gouvernement de « troisième force » entre communistes et gaullistes, le MRP et les radicaux doivent conduire la politique coloniale de la IV^e République et élaborer, par la force des choses, une doctrine de guerre.

L'insurrection malgache de 1947 marque une première confrontation brutale à la réalité. Le gouvernement tripartite de Paul Ramadier, formé le 22 janvier 1947, doit faire face deux mois plus tard à la révolte indépendantiste à Madagascar. La répression, menée par les ministres d'Outre-Mer Marius Montet (SFIO) puis Paul Coste-Floret (MRP), dégénère en de longs et terribles affrontements causant la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Les communistes, après avoir approuvé les mesures d'urgence, claquent la porte du Conseil des ministres le 16 avril 1947. En février 1948, le député MRP Pierre de Chevigné est envoyé par le gouvernement en qualité de Haut-commissaire de la République française à Madagascar. Pendant deux ans, il mène la pacification, la reconstruction et la réorganisation de la Grande Ile, territoire d'outre-mer qui atteint dix ans plus tard son autonomie et son indépendance.

L'enlèvement de la France dans la guerre d'Indochine (1946-1954) fait débat au sein de toutes les familles politiques, Centre compris : tandis que le MRP apporte jusqu'en 1954 un soutien à l'action extérieure du gouvernement, le courant mendésiste s'en désolidarise. Au lendemain du revers militaire du Cao Bang (1950), Pierre Mendès-France déclare ainsi

devant l'Assemblée nationale: « C'est la conception globale de notre action en Indochine qui est fautive car elle repose à la fois sur un effort militaire qui est insuffisant pour assurer une solution de force, et sur une politique qui est impuissante à nous assurer l'adhésion des populations. Cela ne peut continuer ainsi. » Le ministre des Affaires étrangères MRP Georges Bidault essaie sans relâche d'obtenir un soutien aérien des Américains à Dien Bien Phu, en vain. Après la défaite, Pierre Mendès-France s'impose comme l'homme de la paix en Indochine. Le 18 juin 1954, il est investi président du Conseil avec une forte majorité et signe les accords de Genève deux jours plus tard.

La guerre d'Algérie conduit le MRP à abandonner sa doctrine colonialiste. Ainsi que le précise Pierre Letamendia, face à l'insurrection de 1954, le MRP préconise à la fois le maintien de l'ordre et la réalisation de réformes profondes. Le parti se sépare de Georges Bidault suite à sa tentative de former un « gouvernement de salut public » pour sauver l'Algérie française. Le 14 mai 1958, Pierre Pflimlin, président du MRP, accède à la présidence du Conseil. Il est favorable à une reprise des pourparlers avec le FLN en vue d'un cessez-le-feu.

A l'instar de tous les courants politiques français à l'exception des communistes, le Centre a soutenu durant les guerres de décolonisation l'action des gouvernements successifs pour le maintien des colonies de l'empire. Une politique coloniale toutefois jugée trop conservatrice par un certain nombre de démocrates-chrétiens, à l'instar de Francisque Gay ou d'Emmanuel Mounier. Georges Bidault et Pierre Mendès-France ont incarné les deux faces de la médaille centriste. L'un estimait que la grandeur de la France supposait la défense de l'acquis colonial ; l'autre, sans doute plus lucide, privilégia la recherche d'une transition vers une paix durable.

LE CENTRE ET LES GUERRES CONTEMPORAINES (1990-2016) : LA QUESTION CENTRALE DE LA LÉGITIMITÉ

En France, la période qui s'ouvre avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique est marquée, d'un côté, par une multiplication des interventions militaires extérieures et, de l'autre, par la marginalisation des forces politiques centristes, qui laissent le pouvoir de décision en matière de politique étrangère aux deux grands partis de gauche, PS, et de droite, RPR puis UMP. Les partis et personnalités centristes n'en participent pas moins aux débats qui animent la vie politique française au moment de crises internationales et exposent une vision originale, articulée autour de la défense de grands principes humanistes, de la légitimité démocratique et internationale de l'action et du respect de la responsabilité de l'exécutif dans la gestion de crise.

En janvier 1991, l'intervention militaire contre l'Irak de Saddam Hussein, décidée par le gouvernement socialiste de Michel Rocard, a obtenu le soutien massif de l'ensemble de la classe politique française à l'exception des communistes. Les centristes, alors divisés à l'Assemblée nationale entre partisans du rapprochement avec Rocard (groupe « Union du Centre (UDC) », constitué de députés du Centre des Démocrates Sociaux (CDS-UDF) et présidé par Jacques Barrot) et opposants (groupe « Union pour la Démocratie Française (UDF) », constitué de la majorité des députés UDF et présidé par Charles Millon), se retrouvent lors du vote sur la déclaration de Michel Rocard autorisant le recours à la force contre l'Irak. Sur la centaine de parlementaires composant ces deux groupes, seuls 5 votent contre la déclaration. Lors du débat préalable, Jean-François Deniau, représentant du groupe UDF, se déclare favorable à l'intervention pour trois raisons principales : au nom de la solidarité avec Israël, dont la sécurité est menacée, en vertu des principes démocratiques et pour manifester le soutien de l'Assemblée aux soldats français engagés dans l'opération Daguet.

Dans plusieurs de ses interventions médiatiques et parlementaires au moment de crises internationales impliquant la France, notamment en

2003 (Irak) et 2011 (Libye), François Bayrou, qui émerge à partir de la fin des années 1990 comme la principale figure centriste du paysage politique français, rappellera le choix courageux posé par Michel Rocard en 1991 d'engager la responsabilité de son gouvernement devant la représentation nationale. En effet, pour M. Bayrou, il ne peut y avoir d'engagement des soldats français dans une opération extérieure sans vote. Plus généralement, en matière de politique internationale comme de politique intérieure, la vision de celui-ci, telle qu'exposée à longueur de discours, fait primer le droit sur la loi du plus fort. A chaque fois qu'il a pris position sur l'implication de la France dans un événement guerrier - guerres du Golfe, Bosnie, Kosovo, crise en Côte d'Ivoire, Mali, Syrie - François Bayrou a mis en avant la nécessité pour le pays, d'une part de solliciter l'accord parlementaire (légitimité démocratique), et, d'autre part, d'agir en concertation avec ses partenaires internationaux, dans le cadre multilatéral de l'Union européenne et de l'ONU (légitimités européenne et internationale). Lors du débat sur la présence d'armes de destruction massive en Irak et les possibles conséquences militaires, il a adopté une position simple et claire, résumée lors d'une interview sur LCI le 15 janvier 2003 : « pas de preuves, pas de guerre ». Il s'y est tenu en réprouvant l'intervention américaine débutée le 20 mars 2003 malgré l'absence de preuves tangibles et d'accord onusien.

A l'accent mis sur cette triple légitimité s'ajoute la promotion d'une forme d'unité nationale devant l'épreuve de la guerre, qui se traduit par le respect de la responsabilité du gouvernement qui engage les soldats dans une opération extérieure, quelle que soit sa couleur politique, et le refus de la polémique au moment où la vie de citoyens français est en jeu.

La question budgétaire est aussi significative de la façon dont François Bayrou appréhende le phénomène de la guerre parmi tous les sujets auxquels la classe politique française est confrontée. Conscient de l'ampleur des menaces et de la nécessité de maintenir en conséquence un outil de défense performant, M. Bayrou a, ces dernières années, régulièrement appelé au maintien du budget des armées. Lors d'un déplacement à Toulon consacré aux questions de défense lors de sa campagne présidentielle de 2012, il a ainsi rappelé que le budget de la

défense nationale ne devait pas servir de variable d'ajustement pour réduire les déficits. Cette position est d'autant plus significative que François Bayrou s'est imposé sur la scène politique et médiatique comme le pourfendeur de la dette et de la dérive du budget de l'Etat.

CONCLUSION

L'analyse du comportement des partis et leaders centristes français face au phénomène de la guerre depuis un siècle met en évidence une tendance lourde : en matière de politique étrangère et de défense, le Centre est légitimiste. Au pouvoir, il assume la gestion pragmatique de la guerre. Plus en retrait, il cherche à inscrire l'action militaire dans une triple légitimité, démocratique, européenne et internationale, qui passe par le respect des institutions démocratiques françaises (du gouvernement, qui est responsable de la gestion de crise et doit pouvoir travailler sereinement, au Parlement, qui doit être consulté) et du cadre multilatéral.

Cependant, des nuances se sont exprimées à travers le siècle dans la façon dont les centristes se sont positionnés face à la guerre en tant que réalité concrète ou comme perspective potentielle. Des hommes ont incarné ces nuances. D'un côté, les conservateurs à poigne, tels Raymond Poincaré et Georges Bidault, qui se sont montrés inflexibles face à l'ennemi allemand et, pour le second, face à la perspective de la perte de l'empire colonial. De l'autre, les pacifistes, tels Aristide Briand, Marc Sangnier et Pierre Mendès-France, dont le sens du service de la patrie au moment des deux guerres mondiales n'eut d'égal que la vision concrète d'une paix possible et durable entre les ennemis d'hier.

Dans leur rapport à la guerre, les membres de la famille du Centre furent et demeurent aussi pacifistes que patriotes, aussi conservateurs que visionnaires, mais toujours - exception faite de l'incartade de Bidault en Algérie - dans le respect de l'ordre démocratique national et international auquel ils ont contribué ou adhéré et dont ils se veulent, depuis, les garants.

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Pierre Rioux, *Les Centristes, de Mirabeau à Bayrou*, Fayard, 2011.

Intervention de M. François Bayrou sur l'intervention des forces armées en Libye, Dailymotion, 22/03/2011.

URL : http://www.dailymotion.com/video/xhrg6n_francois-bayrou-sur-l-intervention-des-forces-armees-en-libye_news

Jean-Michel Cadiot, « Marc Sangnier: un message d'une extraordinaire actualité », *Le Monde*, 03/06/2010.

URL : http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/06/03/marc-sangnier-un-message-d-une-extraordinaire-actualite-par-jean-michel-cadiot_1366883_3232.html

Jean Garrigues, *Les grands discours parlementaires de la Cinquième République*, Armand Colin, Octobre 2006.

Interview de M. François Bayrou du 15 janvier 2003, sur l'inspection par l'ONU du désarmement en Irak et l'effort de médiation de la France en Côte d'Ivoire, Service d'information du gouvernement / Vie Publique, 15/01/2003. URL : <http://discours.vie-publique.fr/notices/033000141.html>

Intervention de M. François Léotard, Compte-rendu de la séance de l'Assemblée Nationale du 13 avril 1999.

URL : <http://www.assemblee-nationale.fr/11/cri/html/19990217.asp>

Jacques Dalloz, « L'opposition MRP à la guerre d'Indochine », in « *La vie politique en France, hommes et débats, 1930-1960* », Revue d'histoire moderne et contemporaine, Société d'histoire moderne et contemporaine, Janvier-Mars 1996, PUF, Paris. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54470645/f108.item.r=démocratie%20chrétienne%20française>

« 16 janvier 1991, la guerre du Golfe », *L'Humanité*, 16 mai 1995.

URL : <http://www.humanite.fr/node/104491>

Pierre Letamendia, *Le Mouvement républicain populaire, Histoire d'un grand parti français*, Beauchesne, 1995.

Compte-rendu de la séance de l'Assemblée Nationale du 16 janvier 1991.

URL : <http://archives.assemblee-nationale.fr/9/cri/1990-1991-extraordinaire1/001.pdf>

Maurice Vaïsse, « Georges Bidault », in *1936-1986, 50 ans de politique étrangère de la France*, Politique étrangère, vol. 51, 1986, pp. 75-83.

URL : http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1986_num_51_1_3552

Jacques Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, Karthala Editions, 1986.

Wikipedia, articles « Raymond Poincaré », « Aristide Briand », « Marc Sangnier », « Georges Bidault », « L'Aube (journal) », « Témoignage Chrétien », « Maurice Schumann », « Pierre Mendès-France », « Paul Coste-Floret » etc.

« SI TU VEUX QUE TON SILLON SOIT DROIT, ORIENTE TA CHARRUE VERS UNE ÉTOILE »

Entretien avec Denis Badré, les pieds sur terre, la tête dans les étoiles européennes

propos recueillis par Mathieu Baudier, le 2 mai 2016



Né en 1943 à Pontarlier, Denis Badré est le Maire MoDem de Ville-d'Avray, dans les Hauts-de-Seine, une fonction qu'il occupe depuis 1995. Entre 1995 et 2011, il fut également Sénateur. En tant que Vice-Président de la Commission des affaires européennes du Sénat et membre des délégations parlementaires auprès du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), il a acquis une solide connaissance des institutions européennes. Pro-européen convaincu, il est aujourd'hui encore membre du bureau du Mouvement Européen - France, une association engagée en faveur de la construction européenne dans une perspective fédérale.

QUELLES SONT LES GRANDES QUESTIONS INTERNATIONALES QUI VOUS PRÉOCCUPAIENT QUAND VOUS VOUS ÊTES ENGAGÉ EN POLITIQUE ?

Alsacien ayant grandi à Colmar dans les années qui ont suivi la guerre, je conserve très présent à l'esprit le souvenir de villages rasés par les combats de la libération et de familles durement frappées par l'occupation allemande. Je me suis toujours senti Français, bien sûr, mais en même temps Européen et Rhénan. « Le » Fleuve était pour moi le Rhin beaucoup plus que la Seine ou toute autre rivière exclusivement

française. Et Gutenberg ou Erasme ont très tôt figuré dans mon panthéon personnel.

J'ai vite compris qu'on ne pouvait accepter comme une fatalité le retour régulier de conflits toujours plus horribles avec nos voisins. La construction européenne était évidemment « la » solution. Et il m'apparaissait tout naturel qu'elle soit engagée à partir d'initiatives de frontaliers comme le Franco-allemand Schuman, l'Italo-tyrolien de Gasperi, des Belges ou des Luxembourgeois. En première ligne dans les conflits, ils mesuraient mieux que d'autres l'intérêt de faire disparaître ces frontières qui ont dramatiquement opposé nos peuples. Ils savaient intimement combien, pour les uns comme pour les autres, il serait difficile de pardonner, mais ils avaient également perçu comme une évidence que là était le seul chemin praticable pour construire une paix durable. L'impérieuse nécessité de la construction européenne est dans mes gènes. Elle constitue certainement une exigence qui m'a poussé à m'engager activement en politique.

QUELS SONT LES THÈMES QUI VOUS ÉTAIENT LES PLUS CHERS QUAND VOUS ÉTIEZ AU CONSEIL DE L'EUROPE ?

Alors que, 16 ans durant, j'ai exercé les fonctions de rapporteur spécial pour les affaires européennes de la Commission des Finances du Sénat, il m'était apparu essentiel d'équilibrer cette responsabilité vraiment concrète dans les affaires économiques et sociales de l'Union par un engagement sur les Valeurs dont nous ne devons pas oublier qu'elles sont et doivent rester au cœur de sa construction. J'ai donc été comblé en ayant la possibilité d'être l'un des représentants du Sénat français au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (l'APCE), celle de la Grande Europe, celle de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'homme, à Strasbourg !

A ce titre, j'ai eu l'occasion de remettre au Premier Ministre un rapport assorti de propositions susceptibles d'être avancées par la France sur les relations entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, avec en

particulier un chapitre sur les grandes complémentarités existant entre la Cour de Justice de l'Union, à Luxembourg, et la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg. La France, comme la plupart des membres de l'UE, ne valorise pas suffisamment le Conseil de l'Europe, pourtant installé sur son sol. Les grands pays, non membres de l'Union, comme la Russie et la Turquie y occupent alors d'autant plus de place, mais en y apportant sur les valeurs de la Charte un regard qui n'est pas toujours le nôtre... Ceci pose problème. Par ailleurs, l'APCE, offrant aux représentants des Parlements nationaux une vraie vie d'Assemblée, est une enceinte exceptionnelle pour développer une diplomatie parlementaire utile. Les parlementaires y parlent entre eux. Des liens se nouent. On peut très vite y dépasser les limites qui encadrent habituellement les relations diplomatiques officielles entre Etats. Combien de fois nous est-il arrivé d'échanger de manière informelle mais passionnante avec nos collègues russes, ukrainiens, turcs, avec ceux des pays des Balkans ou du Caucase, sans que cela soit vraiment valorisé de manière utile à d'autres niveaux ? Un tel réseau ne doit pas être sous-estimé.

J'ai eu également l'occasion de m'investir beaucoup sur des sujets de fond, évidemment majeurs pour l'avenir de l'Europe et pour la paix dans le monde, en travaillant sur tout ce qui touche au « dialogue interreligieux », ou en présentant devant l'Assemblée un rapport particulier sur la question délicate de « l'universalité des droits de l'homme ».

Je me suis enfin passionné pour les politiques de voisinage, ceci valant pour les pays du sud comme pour ceux de l'est de l'Union. Pour ces derniers, il faut noter que les pays concernés par le Partenariat oriental proposé par l'UE sont déjà membres du Conseil de l'Europe, auquel pourrait donc être confiée très simplement une partie des travaux, notamment ce qui porte sur les valeurs. Il faut aussi noter que le débat sur une éventuelle adhésion de la Turquie à l'UE n'a jamais vraiment pris en compte le fait que ce pays est membre du Conseil de l'Europe. J'ai même vécu un semestre au cours duquel la Turquie présidait le Conseil de l'Europe alors qu'un parlementaire turc en présidait l'Assemblée...

J'ai été amené à participer au titre de l'APCE à des missions porteuses de signification, en Géorgie, en pleine crise avec la Russie, avec visite en Ossétie du Sud et rencontre avec le Président Saakachvili, ou encore à Chypre. J'ai également représenté l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Lisbonne pour une Conférence de l'Alliance des Civilisations du Président Sampaio sur le Printemps arabe et la démocratie.

Avec un groupe de collègues, nous avons, plus généralement, imaginé et fait consacrer par l'Assemblée le statut de « Partenaire pour la démocratie » établi pour ancrer auprès de l'APCE les Parlements de pays désireux de rejoindre le Conseil comme membres associés, sans pouvoir encore être agréés comme tels. Cette procédure nous a permis de développer de manière tout à fait passionnante des relations originales fondées sur des engagements à progresser sur les valeurs de notre Charte, avec les parlements du Maroc, de la Tunisie ou de l'Autorité palestinienne par exemple.

QUELS SONT LES ENJEUX INTERNATIONAUX ACTUELS QUI VOUS SEMBLENT PRIORITAIRES SUR LE MOYEN ET LE LONG-TERME ?

Je viens d'évoquer la question des dialogues interreligieux et interculturel et n'y reviens ici que pour souligner que l'avenir du monde dépendra largement de la capacité des hommes à se parler et à travailler ensemble. Sachant qu'il y aura toujours et partout des intégristes pour s'opposer à toute construction de ponts et pour prôner le repli de chacun derrière les murs de sa communauté, tout ce qui sert l'ouverture vers l'autre doit être systématiquement favorisé. Il y faudra beaucoup d'hommes d'espérance, et une ferme volonté politique chez nos dirigeants. Cette question est vitale aussi bien, évidemment, au Proche-Orient qu'en Afrique ou dans les pays ravagés par l'économie de la drogue, comme la Colombie ou l'Afghanistan... Elle est également essentielle, à d'autres titres, entre la Russie et l'UE ou la Chine. Et je ne parle pas des progrès que les Etats-Unis eux-mêmes pourraient faire dans leurs relations avec presque tous leurs partenaires.

Derrière la nécessité de sauver, de restaurer ou de construire une meilleure convivialité entre les Etats et entre les hommes, les principaux problèmes à traiter aujourd'hui dans le monde touchent, à mon sens, à la pauvreté et aux inégalités des conditions de développement. Pour beaucoup d'hommes et de femmes privés d'eau potable, de nourriture, d'accès aux soins ou à l'éducation, des libertés et des droits humains les plus élémentaires, parler de développements durable reste un luxe tant qu'il n'y a pas de développement immédiatement envisageable. Cette situation est le terreau de toutes les guerres. Elle encourage toutes les formes de dumping social ou économique comme tous les trafics d'armes, de drogues ou d'êtres humains. La plupart des conflits, obscurs ou non, y prennent corps.

QUELLE PLACE VOYEZ-VOUS POUR L'UNION EUROPÉENNE DANS LE MONDE ?

Lorsque le Prix Nobel de la Paix a été décerné à l'Union européenne, les esprits éternellement chagrins ont critiqué un geste qui leur semblait complètement hors de saison, « en un temps où l'Europe affame les Grecs et impose à ses citoyens des disciplines trop dures », disaient-ils.

D'autres, plus objectifs, ont reconnu que la paix régnait entre les pays de l'Union et que l'attribution de ce prix n'était donc pas absurde. Il est vrai également que l'UE et ses Etats-Membres ont pris l'habitude de se mobiliser sur les grands théâtres de conflits, ce qui manifeste leur volonté de servir la paix également hors des frontières de l'Union. Ceci vient encore légitimer la décision des Nobel.

Allant plus loin, je donne, personnellement à ce Prix un sens plus profond encore, en soulignant que la construction européenne constitue, en elle-même, une démarche de paix. Lorsque les ennemis d'hier se tendent la main, la paix est en marche. La réconciliation entre la France et l'Allemagne est le plus beau des gestes de paix, le plus beau car, sans doute l'un des plus difficiles, le plus beau car, mais cela dépendra de nous qu'il le reste, le plus porteur d'avenir, d'espérance et d'humanité.

De mes contacts hors de l'UE, j'ai toujours retiré l'impression que, dans et pour le monde « L'EUROPE EST PAIX » ! Même si beaucoup d'Européens refusent de le voir, il y a une réelle attente d'Europe dans le monde. Et c'est bien entendu l'Europe symbole de paix qu'attend le monde, bien plus qu'une Europe-Puissance ou un Marché unique. Il faudrait que les Européens eux-mêmes, excessivement préoccupés de leurs difficultés de riches, en prennent conscience pour retrouver toute la saveur du Projet européen.

Dès qu'on prend du recul, on en revient en effet à l'idée selon laquelle l'Europe a fondé sa construction sur les valeurs. Pour donner corps à cette construction visant les valeurs, il a fallu enraciner la démarche dans le quotidien et le monde, donc apprendre aux hommes à travailler ensemble. D'où le marché unique, l'Euro ou la politique agricole commune, qui sont donc, en réalité, des instruments au service d'une construction porteuse d'une toute autre signification. « Si tu veux que ton sillon soit droit, oriente ta charrue vers une étoile », dit le proverbe. La charrue tenue par les hommes, souvent dans la douleur, est un instrument dont la mise en œuvre prend sens dès lors qu'elle appelle à la transcendance, en visant l'étoile.

En 1981, Pierre Uri remarquait déjà que « l'Europe a plus de réalité vivante vue du dehors qu'aux yeux de ses propres citoyens ». Et il ajoutait que « plus la Communauté œuvrera pour le monde, plus elle apparaîtra proche à ses propres citoyens : une Europe sensible au cœur. »

Vaclav Havel avait impressionné le Sénat français en affirmant en 1999 que « L'Europe n'a aucune leçon à donner au monde, mais simplement un message universel d'Espérance à lui adresser : on peut revenir de l'enfer ! » J'ai pu vérifier la portée de ce message lors de la mission que j'ai effectuée avec des collègues parlementaires de plusieurs pays d'Europe à la demande de Caritas-Colombie dans ce pays ravagé par la violence. Pour tous ceux qui essaient de lui redonner un avenir, l'Europe représente beaucoup plus qu'un continent parmi d'autres.

En 1950, dans un monde qui revenait de loin, la construction européenne

était un projet de paix et de liberté. C'est bien ce qui a séduit et entraîné alors les jeunes. C'est ce projet qui a mobilisé ensuite les peuples d'Europe centrale et orientale rejetant Moscou. Aujourd'hui, la paix, chez nous, semble acquise. A tort, sans doute, sa conquête n'y passionne plus les foules. Mais ce n'est pas le cas général dans le monde. Reprenant l'expression du Pape Paul VI disant que « la paix, c'est le développement », nous pouvons nous demander si l'actualisation du projet des années 1950 ne devrait pas pousser l'UE à proposer un grand projet de développement pour le monde. Qui d'autre serait mieux qualifié pour le faire ? N'est-ce pas ce que recouvre cette « attente d'Europe », latente mais bien réelle, dans un monde exténué de pauvretés ? N'y aurait-il pas là matière à relancer la construction européenne sur un projet susceptible de séduire à nouveau les jeunes ... et les moins jeunes ?

QUELLE EST SELON VOUS LA SPÉCIFICITÉ DE LA PERSPECTIVE CENTRISTE SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES ?

Le qualificatif « centriste » a été bien galvaudé et reste banalement fade. La « démocratie chrétienne » a trouvé ses limites. S'exprimer en se disant « humaniste » peut sembler prétentieux. Même si cela me pousse à m'élever également au-dessus de ma condition, je préfère finalement tenter de voir ce qu'un regard « personnaliste » peut apporter à l'homme de bonne volonté engagé en politique.

Le monde ne se crée pas tout seul. Sa création se poursuit, bien ou mal, jour après jour, par l'action de l'homme, avec l'homme pour finalité.

La société des hommes prend figure humaine dès lors que sa création privilégie la construction de liens sociaux. La cité, nos Etats, l'Union européenne sont fondés sur le développement de tels liens et de solidarités. Les appels à une gouvernance mondiale témoignent d'un manque et d'un besoin de régulation ou d'organisation des relations sociales, économiques, diplomatiques ou autres entre les hommes.

Le patriotisme peut être une valeur s'il lie des hommes et des femmes pour construire leur patrie. Mais, dès lors qu'ils s'unissent contre les

autres, les poisons du nationalisme sont à l'œuvre.

Aujourd'hui, on voit dans le développement des communautarismes un chemin vers une atomisation de la société en sous-groupes fermés, donc un vrai danger. Encore faut-il pousser un peu la réflexion. Lors d'une mission au Liban, je me suis fait aimablement reprendre par l'un de mes interlocuteurs qui appelait mon attention sur le fait qu'un pluri-communautarisme peut garantir une construction solide de la société, à la condition qu'il favorise le dialogue intercommunautaire. Le Liban voit coexister trois grandes Communautés religieuses. La Constitution prévoit que le Président de la République, le Premier Ministre et le Président du Parlement sont respectivement issus de chacune. Et ils sont appelés à gouverner ensemble. Le Président de la République, par exemple, doit être un chrétien, mais il est élu par tous et doit donc faire également campagne auprès des autres, dont il sera aussi le mandant. Cette organisation constitutionnalisée sert évidemment la cohésion du pays, du moins tant que n'apparaissent pas de déséquilibres entre les Communautés.

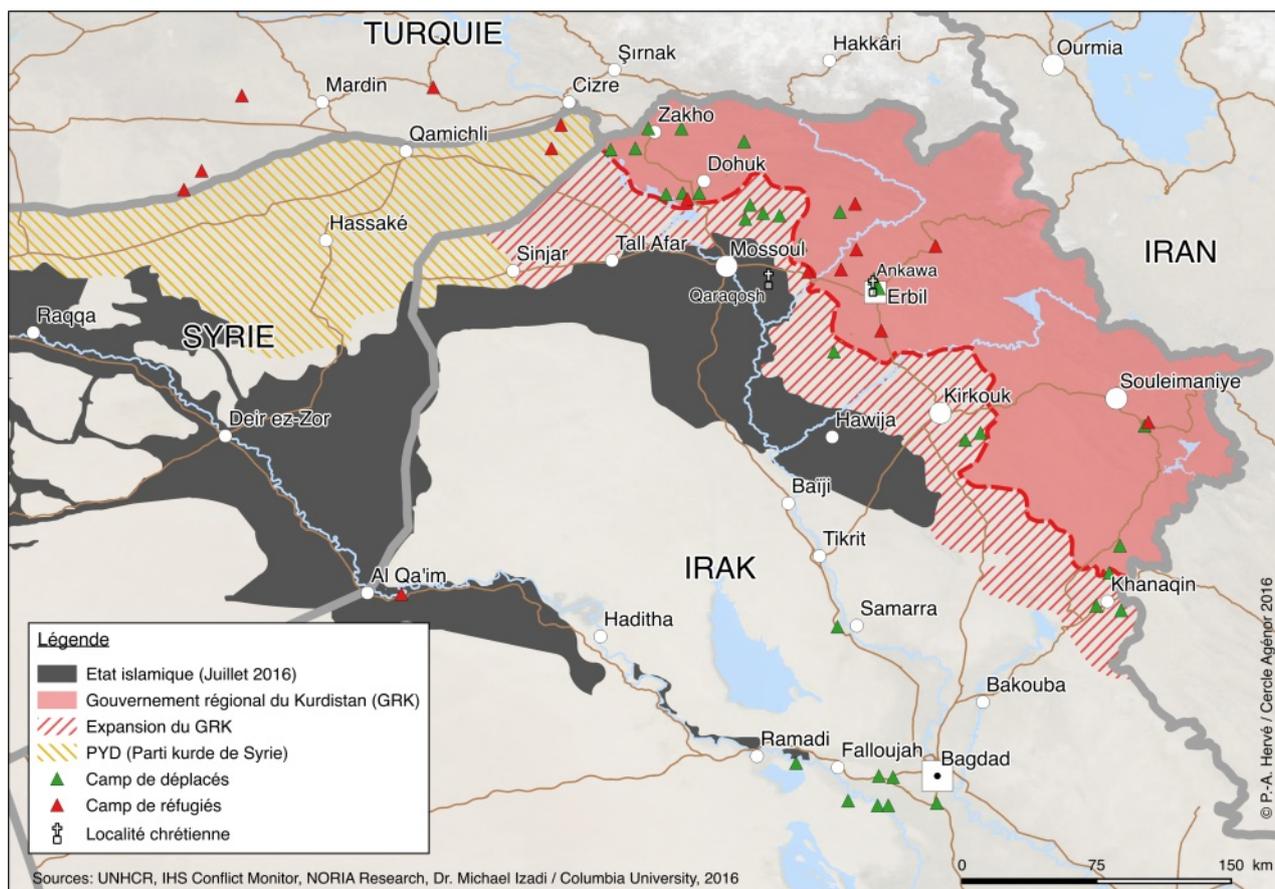
Les solidarités pour corriger des inégalités ou éviter les injustices sont une nécessité. Il reste cependant plus difficile encore de trouver ou de retrouver, en chaque temps et en chaque lieu, le chemin qui permet d'être ensemble et de faire ensemble. Pourtant c'est essentiel si l'on veut un « développement durable. L'exemple de la réconciliation franco-allemande est éloquent et très précieux. C'est bien pourquoi faire vivre une relation apaisée, amicale et constructive avec nos voisins d'Outre-Rhin est si important. Nous portons ensemble de manière essentielle une coresponsabilité à l'égard de la construction européenne. On ne peut ni effacer, ni oublier... Et, sans doute, ne faut-il pas chercher à le faire. Les responsables de l'Eglise de Colombie insistent même sur le fait que s'il faut arriver à pardonner, il est, de plus, indispensable de passer par l'étape de la sanction et de la réparation pour construire une vraie réconciliation. Tourner la page et oublier est loin d'être la solution.

Même si ce n'est pas toujours évident, nous sommes donc appelés à être ensemble et à faire ensemble, mais en veillant toujours à rester respectueux de chacune et chacun et ouverts sur le monde !

PLONGÉE DANS LA COMPLEXITÉ IRAKIENNE

Ankawa, Kurdistan irakien, 7 août 2016

par Pierre-André Hervé



L'EXIL DES MINORITÉS RELIGIEUSES D'IRAK

Il y a deux ans jour pour jour, dans la nuit du 6 au 7 août 2014, l'État islamique (EI)¹ s'emparait de Qaraqosh, principale ville chrétienne d'Irak, située dans la plaine de Ninive, après avoir pris possession de la grande ville voisine de Mossoul. Plusieurs dizaines de milliers de personnes, soit la quasi-totalité des derniers habitants de Qaraqosh et des villages

environnants, ont fui cette nuit-là vers la région autonome du Kurdistan irakien², protégée par les combattants kurdes, les désormais fameux peshmergas. Elles rejoignaient ainsi les centaines de milliers d'autres Irakiens musulmans ou appartenant aux nombreuses communautés minoritaires du pays (chrétiens, Yézidis, Kakaïs, etc.) déplacés par l'invasion djihadiste et, plus généralement, par des années d'insécurité dans tout le pays. Aujourd'hui, une partie de ceux qui n'ont pas pu s'exiler vers la Turquie, la Jordanie, l'Europe ou l'Amérique du Nord, sont toujours regroupés dans des camps plus ou moins organisés en périphérie des grandes villes du Kurdistan d'Irak, Erbil, la capitale régionale, Suleymaniye, Dohuk et Kirkouk³. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, depuis 2014, plus de trois millions d'Irakiens ont été déplacés à l'intérieur du pays et près de 230 000 sont réfugiés dans d'autres pays du Moyen-Orient. 1,8 millions d'Irakiens et de Syriens ont trouvé refuge au Kurdistan irakien, dont environ 20% de la population est déplacée. Bien que prises en charge par les autorités du gouvernement régional kurde (GRK), par de multiples ONG locales et internationales et, s'agissant des chrétiens, par l'Eglise, ces populations souffrent d'une grande détresse matérielle et, surtout, morale. Outre l'abandon de leurs biens, les difficultés pour retrouver un emploi stable et l'éclatement de leur famille, dont une partie des membres ont souvent pu ou dû partir à l'étranger, les déplacés vivent dans l'attente frustrante d'un retour sans cesse repoussé.

Le retour n'est déjà plus une perspective pour beaucoup de déplacés chrétiens, qui envisagent plutôt l'exil. L'impasse politique et sécuritaire dans laquelle l'Irak s'est enfermé depuis plus de dix ans suscite leur fatalisme. Nombreux sont ceux qui expriment aussi leur méfiance à l'égard des musulmans, avec qui revivre semble désormais impossible. Le ressentiment est grand, en effet, chez les chrétiens à l'égard de leurs anciens voisins musulmans sunnites, qui ouvrirent les portes de Mossoul à l'Etat islamique et n'hésitèrent pas, si l'on en croit leurs témoignages, à s'approprier leurs biens.

Les Kurdes de la région autonome [également en grande majorité musulmans sunnites], qui n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts pour

accueillir les minorités persécutées ailleurs, ne sont pas épargnés par les critiques et la méfiance de ces mêmes minorités. En témoignent ces propos d'un ingénieur chrétien de la plaine de Ninive installé à Ankawa, la banlieue chrétienne d'Erbil, où se trouve le principal camp de déplacés chrétiens de la région : "Pour l'instant, les Kurdes nous protègent mais pour combien de temps ? Ils y trouvent leur compte, nous accueillent pour faire plaisir à leurs alliés occidentaux tant qu'ils ne sont pas encore indépendants, mais rien ne nous assure qu'ils ne nous laisseront pas tomber une fois assez forts." De fait, les chrétiens et les Yézidis n'ont pas oublié la « trahison » des peshmergas, qui ont très rapidement battu en retraite devant l'avancée de l'EI en 2014, laissant aux djihadistes la ville de Sinjar, cœur historique de la communauté yézidie⁴, prise le 3 août, puis la région de Qaraqosh, pour ne se ressaisir qu'une fois l'EI en passe de menacer Erbil.



Commémoration de la prise de la ville de Qaraqosh par l'Etat islamique, devant la cathédrale Saint-Joseph d'Ankawa, le 7 août 2016, en présence de représentants chrétiens, dont Mgr. Johanna Petros Mouche, évêque syriaque catholique de Mossoul et du Kurdistan, et de représentants politiques locaux.

UNE DÉFIANCE GÉNÉRALISÉE

La défiance caractérise aujourd'hui les relations entre toutes les communautés qui composent la mosaïque irakienne. Non seulement les minorités religieuses se méfient de la majorité musulmane (arabe ou kurde), mais la majorité musulmane se déchire elle-aussi. Bénéficiaires de l'invasion américaine de 2003 sur le plan politique, les Kurdes et les Arabes chiites, qui ont tant souffert du régime de Saddam Hussein, un Arabe sunnite, font désormais payer les excès du dictateur à sa communauté, marginalisée dans tous les centres de pouvoir, du gouvernement à l'armée, et même privée de toute expression publique critique. En 2013, les manifestations pacifiques organisées dans les villes à majorité arabe sunnite pour protester contre cette marginalisation politique furent ainsi très violemment réprimées par le gouvernement central, qui n'hésita pas, à la manière de Bachar al-Assad en Syrie, à bombarder les manifestants. Cette humiliation explique la facilité avec laquelle l'Etat islamique a pu s'emparer de Falloujah, de Tikrit et de Mossoul, trois bastions arabes sunnites, dont la population fit, dix ans durant, l'amère expérience des discriminations du pouvoir central, dominé par les partis chiites, et de ses alliés locaux. L'organisation djihadiste fut ainsi considérée par beaucoup comme une armée de libération, alors que l'armée irakienne était perçue comme une armée d'occupation.

De même, les Kurdes ont cherché à pousser l'avantage acquis depuis 1991 en s'emparant de zones disputées avec le gouvernement central, notamment la région pétrolifère de Kirkouk, et en exportant du pétrole vers la Turquie sans l'accord de ce dernier, suscitant en retour les représailles de Bagdad, telles que la réduction de la part du budget fédéral accordé à la région autonome. En première ligne face à l'Etat islamique, les peshmergas sont également à couteaux tirés avec l'armée irakienne et ses supplétifs paramilitaires chiites dans les zones disputées situées au sud de la région autonome.

A une échelle plus basse encore, on retrouve les mêmes ingrédients de la discorde. Les mouvements chiites radicaux, autour de la figure

emblématique de l'imam Moqtada al-Sadr en particulier, exercent une pression de tous les instants sur le gouvernement central, pourtant à dominante chiite, mais dont ils dénoncent les faiblesses et la corruption. Le torchon brûle également, entre le gouvernement autonome kurde et le parti kurde dominant de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD), affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, qui se font concurrence pour le contrôle de la région de Sinjar.

QUELQUES MOTIFS D'ESPOIR

Aussi terrible soit-il, ce constat d'une société irakienne en phase de délitement avancé ne doit pas faire oublier les quelques motifs d'espoir qui demeurent.

Sur le plan militaire, le groupe Etat islamique est aujourd'hui acculé, sous le feu conjoint de la coalition internationale, de la Russie, des forces kurdes (peshmergas d'Irak et unités YPG - milices du PYD - de Syrie), des armées irakienne et syrienne et des milices chiites qui soutiennent ces dernières, ainsi que de milices sunnites rebelles modérées (en Syrie) ou loyalistes (en Irak). Vaincre au plus vite le groupe djihadiste sur le théâtre syro-irakien est sans doute la meilleure façon de redonner aux déplacés et aux réfugiés l'espoir du retour, une perspective encore soumise à l'aléa du déminage, l'Etat islamique minant systématiquement les territoires qu'il abandonne. Le risque est grand, en effet, de voir les groupes minoritaires irakiens et leurs cultures originales disparaître du pays qui les a vu naître il y a souvent plusieurs millénaires et, avec eux, le pluralisme si nécessaire à la vitalité de la société irakienne.

Les chrétiens, en particulier, ont joué, à travers l'histoire irakienne, un rôle important de trait d'union entre les cultures (notamment gréco-latine et islamique). Ils continuent de jouer un rôle crucial d'intermédiaire entre les communautés irakiennes déchirées, à l'image du patriarche des Chaldéens (principal groupe chrétien d'Irak), Monseigneur Louis-Raphaël 1er Sako, infatigable promoteur du dialogue islamo-chrétien, qui a tissé des liens d'amitié et de confiance avec de nombreux hauts responsables

musulmans sunnites et chiites. Il est à l'origine du projet d'école multiconfessionnelle qui a vu le jour en 2010 à Kirkouk. C'est aussi sous son patronage qu'une dépendance de la communauté catholique syrienne de Mar Moussa, dédiée au dialogue interreligieux, et notamment islamo-chrétien, s'est installée il y a quelques années à Souleymanie.

QUELLES SOLUTIONS ?

Vaincre militairement l'Etat islamique est cependant loin de résoudre l'équation irakienne. Quel serait le bénéfice d'une telle victoire si les problèmes de fond qui minent la société irakienne ne sont pas résolus ? Pacifier cette dernière et lui donner quelques raisons d'espérer en un avenir meilleur supposent l'adoption d'une



feuille de route politique claire, issue d'un compromis entre les revendications principales de chacun des acteurs locaux et internationaux de la scène irakienne.

Des propositions sérieuses doivent notamment être mises sur la table pour assurer la participation équitable de la communauté arabe sunnite au jeu politique national. Peut-être cela passera-t-il par la concession d'une véritable autonomie aux provinces occidentales à majorité arabe sunnite. Une remise en cause du système politique mis en place après l'invasion américaine de 2003, apparaît, en tout cas, inéluctable. Fondé sur le partage proportionnel du pouvoir entre groupes ethno-confessionnels, il a assuré une majorité politique définitive aux partis représentant la majorité démographique arabe chiite⁵ et donc la marginalisation tout aussi définitive des sunnites minoritaires. Il a aussi

constitué un puissant carburant pour le développement du confessionalisme, du clientélisme et de la corruption. De plus, ce régime dit démocratique mais basé sur des majorités de sang et de foi plutôt que sur des majorités d'idées a figé le jeu politique, empêchant toutes les réformes nécessaires.

Les Kurdes, pour leur part, soulèvent par leurs revendications nationalistes, la question difficile de la remise en question des frontières héritées du partage colonial au lendemain de la Première Guerre mondiale et de l'effondrement de l'Empire ottoman (comme d'ailleurs l'Etat islamique qui, par son idéologie panislamique, nie les frontières internes à l'Oumma, la communauté musulmane), dont ils furent les victimes. Leur capacité éprouvée à accueillir et intégrer les minorités religieuses représente néanmoins quelque motif d'espoir et quelque bonne raison de regarder leurs revendications avec sympathie. Il s'agit désormais d'observer et d'appuyer leurs efforts concrets, tant en Irak qu'en Syrie, pour mettre en place, tant bien que mal, une démocratie véritablement inclusive. Il y aura peut-être là un modèle attractif pour d'autres régions d'Irak et du Moyen-Orient.

POUR APPROFONDIR

Pierre-Jean Luizard, *Le piège Daech. L'Etat islamique ou le retour de l'Histoire*, La Découverte, 2015, 187 p.

Myriam Benraad, *Irak, la revanche de l'histoire. De l'occupation étrangère à l'Etat islamique*, Vendémiaire, 2015, 288 p.

Mgr. Louis Raphaël Sako & Laurence Desjoyaux, « *Ne nous oubliez pas !* » *Le SOS du patriarche des chrétiens d'Irak*, Bayard, 2015, 155 p.

Dossier « Iraq from the ground. Two years after the fall of Mosul », Noria Research, Juin 2016.

URL : <http://www.noria-research.com/iraq-after-fall-mosul/>

NOTES

1. L'Etat islamique (EI), également désigné sous le nom de Daech, son acronyme arabe, est une organisation politique et militaire prônant l'idéologie salafiste djihadiste, une version fondamentaliste et violente de l'islam sunnite. Fondée en Irak en 2006, en tant que branche locale de l'organisation Al-Qaïda, avec laquelle elle a, depuis, coupé les ponts, l'EI a profité de l'instabilité de l'Irak (depuis 2003) et de la Syrie (depuis 2011) pour prendre le contrôle d'une partie importante des territoires de ces deux Etats, posant les bases d'un véritable nouvel Etat, de type totalitaire.

2. Les Kurdes irakiens appartiennent au peuple kurde, souvent qualifié de plus grand peuple sans Etat du monde, réparti principalement entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Autonomes depuis 1991 au bénéfice d'une protection militaire internationale contre l'armée de Saddam Hussein qui les avait violemment réprimés, ils ont mis en place dans l'espace qu'ils contrôlent au nord de l'Irak toutes les institutions nécessaires à la constitution d'un Etat indépendant, y compris un gouvernement, un parlement et une armée. Leur autonomie de fait a été officiellement reconnue par la constitution de l'Etat irakien adoptée en 2005, qui fixe l'organisation désormais fédérale de l'Irak. Massoud Barzani est président de cette région fédérale kurde depuis sa première élection en 2005.

3. Ville multiconfessionnelle et multiethnique, située au cœur d'une zone riche en ressources pétrolières, Kirkouk fait l'objet de toutes les convoitises, notamment des Kurdes, qui la considèrent comme leur « Jérusalem » dans le discours nationaliste. En 2014, au bénéfice de la déroute de l'armée irakienne face à l'Etat islamique, elle a été prise par les peshmergas et intégrée à la région autonome kurde, à laquelle elle n'est pas officiellement rattachée.

4. Les Yézidis, qui pratiquent un culte très original, considéré comme hérétique par les musulmans, ont particulièrement souffert de l'invasion djihadiste. Contrairement aux chrétiens, dont la religion est plus tolérée et à qui la possibilité de l'exil fut donnée, de nombreux hommes yézidis ont été massacrés et leurs femmes et filles réduites en esclavage. Un véritable génocide orchestré contre cette communauté, déjà victime, en 2007, de la série d'attentats la plus meurtrière depuis celle du 11 septembre 2001, causant la mort de plus de 400 de ses membres.

5. Les Arabes chiites représentent environ 60% de la population irakienne.

ONT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO

Antoine Alhéritière (26 ans), diplomate. Ancien élève de Sciences Po (affaires publiques, 2013), de l'Institut national des langues et civilisations orientales et de l'Institut français du Proche-Orient à Damas.

Twitter : @a_alheritiere

Mathieu Baudier (37 ans), ingénieur indépendant à Berlin ; chargé de mission du Parti Démocrate Européen pour l'Europe Centrale et le Levant, membre du Bureau de la FFE MoDem. Diplômé de l'École Centrale Paris (2001) et de l'Académie Diplomatique de Vienne (2009).

Twitter : @mbaudier

Mathieu Comesasse (32 ans), chargé de politique et de communication dans une association internationale du secteur des Transports à Bruxelles ; Secrétaire général des Jeunes Démocrates Européens (Jeunes du PDE), membre du Bureau de la FFE MoDem. Diplômé de l'Université Libre de Bruxelles (2009), de l'Université de Genève (2011) et de la London School of Economics (2012).

Twitter : @mcomesasse

Charles Coudoré (27 ans), collaborateur parlementaire ADLE, Vice-Président des Jeunes Démocrates aux Relations extérieures. Diplômé de l'Université d'Auvergne et de l'Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3.

Twitter : @charlescoudore

Thomas Friang (28 ans), effectue une thèse de doctorat sur le dialogue social. En disponibilité de la Banque de France où il a travaillé 4 ans comme cadre dans la supervision bancaire, Thomas est diplômé d'ESCP Europe (management) et de l'ENS Ulm (économie et droit public). Il a fondé en 2010 et dirige depuis lors l'Institut Open Diplomacy qui l'a amené à présider le premier G20 des jeunes en 2011. Il a également été président des Jeunes Démocrates.

Twitter : @TomFriang

Pierre-André Hervé (30 ans), consultant au sein du bureau Moyen-Orient d'un cabinet d'intelligence économique parisien. Engagé auprès d'une association dédiée à l'aide aux minorités religieuses victimes de violence en Irak. Diplômé de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (géographie, 2010) et de Sciences Po (sécurité internationale, 2013).

Twitter : @paherve

CONTACT

Adresse mail : cercle.agenor@gmail.com

Twitter : @CercleAgenor

Facebook : Cercle Agénor

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient lier les employeurs de ces derniers.

Reproduction interdite sans autorisation.
Tous droits réservés aux auteurs respectifs.